L’obsession antirusse de l’Europe : le coût de la confrontation et l’échec du discernement stratégique

Par Frank , 12 novembre 2026

L’obsession antirusse de l’Europe : le coût de la confrontation et l’échec du discernement stratégique

L’avertissement d’Andrei Martyanov sur l’Ukraine, l’énergie, la puissance militaire et une classe politique européenne qui confond hostilité et stratégie



Par Frank Dumon | Tribune politique | 13 novembre 2026

1. L’Europe doit désormais payer le prix de ses certitudes géopolitiques

> Pendant des années, l’Europe a présenté sa confrontation avec la Russie comme une épreuve de sérieux moral. Les dirigeants politiques parlent de valeurs, de solidarité, de sanctions, de dissuasion et d’une issue stratégique inévitable. Pourtant, derrière ces déclarations se pose une question que les citoyens européens ont parfaitement le droit de soulever : qu’a accompli cette politique, combien a-t-elle coûté et où se trouve la voie crédible vers la paix ? L’enseignement le plus durable du commentaire de Martyanov ne réside pas dans l’une de ses prédictions sur une arme, une négociation ou une opération militaire particulière. Il tient à son avertissement contre la confusion entre rhétorique politique et puissance réelle. L’Europe a élaboré un impressionnant vocabulaire de la confrontation. Elle doit maintenant faire preuve d’une capacité tout aussi impressionnante à se remettre en question.

Cette question est au cœur du commentaire d’Andrei Martyanov. Cet analyste militaire d’origine russe, critique virulent de la pensée stratégique occidentale, affirme que l’enjeu central ne se limite plus au champ de bataille ukrainien. Il concerne l’architecture future de la sécurité européenne elle-même. Selon son interprétation, les gouvernements européens ont pris leurs souhaits politiques pour des réalités militaires, ont abandonné à Washington une grande partie de leur indépendance diplomatique et ont imposé à leurs propres sociétés des coûts économiques considérables.

Son discours est souvent acerbe. Il lui arrive d’étendre sa condamnation des gouvernements à des populations nationales entières, et la transcription contient des insultes personnelles et des menaces qui ne sauraient être reprises comme des arguments politiques. Néanmoins, derrière cette rhétorique se trouve une interrogation stratégique sérieuse. Et si la ligne de conduite actuelle de l’Europe ne parvenait pas à contraindre la Russie à se soumettre ? Et si la confrontation devenait permanente, tandis que la position économique et diplomatique de l’Europe se dégradait ? Et si le prix de ces choix devait être payé non par les ministres qui prononcent les discours, mais par les travailleurs, les retraités, les familles et les générations futures ?

Ces questions doivent pouvoir être débattues ouvertement. Les poser ne revient ni à célébrer la guerre ni à nier les souffrances ukrainiennes. C’est refuser qu’une seule interprétation officiellement admise du conflit épuise le débat public. Un continent qui se proclame démocratique doit être capable d’examiner les conséquences de ses

propres décisions.

2. De l’opposition à la politique de l’État russe à l’hostilité institutionnalisée

Le terme *russophobie* est politiquement chargé. Il est parfois employé dans un sens trop large, comme si toute critique du gouvernement russe relevait nécessairement d’un préjugé contre le peuple russe. Ce serait une erreur. On peut critiquer un gouvernement sans condamner une nation, et le recours de la Russie à la force militaire contre l’Ukraine soulève de véritables questions de droit international. Mais l’erreur inverse est tout aussi dangereuse : faire comme si des mesures visant les médias russes, les institutions culturelles, les échanges économiques et les citoyens ordinaires n’avaient aucune conséquence sociale ou culturelle plus vaste.

En mars 2022, l’Union européenne a suspendu les activités de diffusion de RT et de Sputnik, en expliquant qu’elle réagissait ainsi à la désinformation soutenue par l’État russe. La justification officielle de l’UE reposait sur la sécurité de l’information. Les critiques sont néanmoins en droit de demander quelles garanties protègent durablement le pluralisme lorsque les gouvernements décident que certaines perspectives étrangères doivent disparaître des canaux habituels de diffusion. La question n’est pas de savoir si RT est impartial ; elle est de déterminer si les restrictions sont précisément justifiées, transparentes, proportionnées et soumises à un contrôle. La décision initiale du Conseil expose la position officielle, mais ne tranche pas toutes les questions de libertés civiles que cette décision soulève.

De même, dans le débat européen, la Russie est trop souvent présentée comme un adversaire civilisationnel permanent plutôt que comme un pays avec lequel l’Europe partage une géographie, une histoire, des arts, des sciences, des routes commerciales et des intérêts de sécurité incontournables. Cette distinction est essentielle. Une discussion critique sur le Kremlin est légitime ; une suspicion généralisée envers les Russes en tant que Russes ne l’est pas. Le peuple russe ne se confond pas avec son gouvernement, pas plus que les populations d’Allemagne, de France, de Belgique, de Pologne ou de Grande-Bretagne ne se confondent avec leurs dirigeants politiques.

La colère de Martyanov traduit sa conviction qu’une grande partie de l’Europe a oublié cette distinction. Sa conclusion est cependant plus absolue que ne le permettent les faits : en Europe, les sanctions, l’énergie, l’aide militaire et les négociations font l’objet de désaccords importants. Il est donc plus juste de parler d’une orientation politique antirusse profondément ancrée dans de nombreuses institutions dirigeantes que d’une haine unanime partagée par des centaines de

millions d’Européens. Cette formulation plus précise constitue aussi une critique plus forte, car les institutions prennent des décisions et peuvent être tenues d’en répondre.

3. La question de sécurité que l’Europe n’a pas su résoudre

La confrontation actuelle n’a pas commencé en février 2022, même si l’invasion russe à grande échelle a marqué une escalade décisive et dévastatrice. Le différend sous-jacent sur la sécurité européenne remonte à plusieurs décennies : élargissement de l’OTAN, place jamais véritablement résolue de la Russie dans l’ordre issu de la guerre froide, guerres de l’ex-Yougoslavie, désaccords sur la défense antimissile et dégradation des dispositifs de maîtrise des armements.



Dans la Charte de sécurité européenne de l’OSCE de 1999, les États participants ont approuvé des principes souvent évoqués séparément, alors qu’ils doivent être lus ensemble. Chaque État est libre de choisir ses arrangements de sécurité, y compris ses alliances. Dans le même temps, les États se sont engagés à ne pas renforcer leur sécurité aux dépens de celle des autres. La coexistence de ces principes est difficile, mais cette difficulté ne justifie pas que l’on ignore simplement l’un d’eux.

Du point de vue russe, l’avancée de l’OTAN vers ses frontières, et particulièrement la perspective d’une adhésion ukrainienne, constituait un problème stratégique inacceptable. Du point de vue de l’Ukraine et de nombreux pays d’Europe orientale, l’appartenance à l’Alliance offrait une protection contre les pressions russes. Ces deux perceptions de la sécurité existent. Le fait qu’aucune des parties n’accepte le raisonnement de l’autre ne rend pas ces perceptions sans importance. Une diplomatie sérieuse commence par reconnaître que les adversaires ont des intérêts de sécurité, même lorsque nous contestons leurs revendications.

En décembre 2021, Moscou a soumis des projets d’accords de sécurité demandant, entre autres, des limites à l’élargissement de l’OTAN et à certains déploiements militaires. Les restrictions proposées étaient considérables et comprenaient des

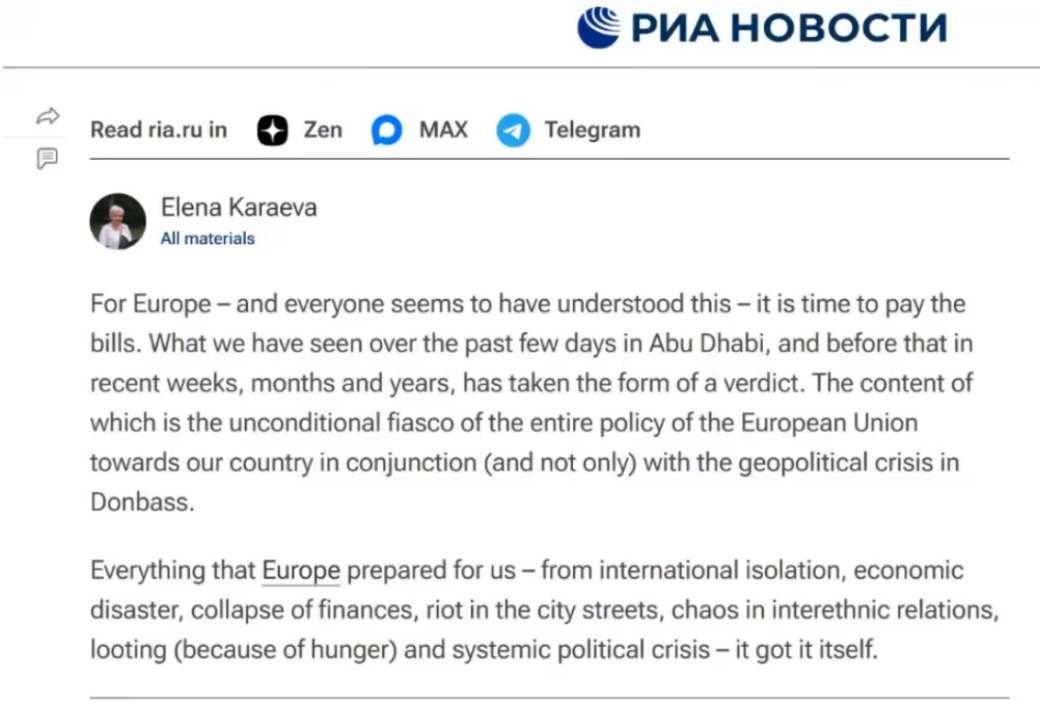
exigences que les membres de l'OTAN ne pouvaient raisonnablement accepter sans compromettre l'autonomie d'autres États. Il serait cependant inexact d'affirmer qu'aucun échange diplomatique n'a eu lieu : l'OTAN a répondu par écrit en janvier 2022, en proposant des discussions sur la réduction des risques, la transparence et la maîtrise des armements, tout en rejetant un droit de veto sur l'adhésion à l'Alliance.



Ce qui a échoué, ce n'est pas l'absence totale de communication, mais l'incapacité à établir, avant la catastrophe, un règlement européen de sécurité acceptable pour les deux parties. La leçon est inconfortable pour tous. Un ordre de sécurité qu'un seul camp considère comme légitime n'est pas nécessairement un ordre stable. Inversement, l'invocation de préoccupations sécuritaires ne saurait conférer à une grande puissance le droit d'envahir son voisin. La diplomatie européenne doit être capable de reconnaître simultanément ces deux propositions.

Au lieu de cela, une grande partie du débat public s'est durcie en une confrontation de slogans. Le Concept stratégique de l'OTAN de 2022 désigne officiellement la Russie comme la menace directe la plus importante pour l'Alliance. De son côté, la Russie présente de plus en plus le système d'alliances occidental comme hostile. À mesure que les perceptions réciproques de la menace s'intensifient, l'espace de compromis se réduit. Martyanov soutient que l'Europe affronte aujourd'hui les conséquences d'un système de sécurité construit sans entente durable avec la Russie. Même ceux qui rejettent son interprétation des responsabilités devraient reconnaître le risque qu'il met en évidence.

4. Politique énergétique : le réalisme économique sacrifié aux certitudes géopolitiques



Pour l'industrie européenne, le gaz naturel n'a jamais été une simple marchandise parmi d'autres. C'est une source d'énergie, une matière première industrielle et un facteur déterminant du coût de production des engrais, des produits chimiques, du verre, de l'acier et d'innombrables autres biens. Les anciennes relations énergétiques entre l'Europe et la Russie ne relevaient pas de la charité. Elles formaient une structure commerciale qui, malgré ses risques politiques et ses déséquilibres, soutenait des pans entiers de l'industrie manufacturière européenne.

Bruxelles a désormais fait un autre choix. Le programme REPowerEU de la Commission européenne indique que la part de la Russie dans les importations de gaz de l'UE est passée d'environ 45 % en 2021 à 12 % en 2025. En janvier 2026, l'Union a adopté un cadre juridique visant à mettre progressivement et définitivement fin aux importations de gaz naturel russe. Le message politique pourrait difficilement être plus clair : cette relation ne doit plus être gérée comme un partenariat commercial ordinaire.

Les institutions européennes justifient cette décision par des considérations de sécurité. Leurs préoccupations ne sont pas inventées. L'Agence internationale de l'énergie décrit une réduction des ventes à court terme de Gazprom avant l'invasion, ainsi que de fortes diminutions des livraisons par gazoduc en 2022. L'Europe n'a donc pas simplement abandonné, sans aucune provocation, un fournisseur parfaitement fiable. La Russie aussi a utilisé ou restreint sa position de fournisseur de manière à aggraver la crise. Toute analyse sérieuse doit le reconnaître.

Mais reconnaître les actions russes ne dispense pas les responsables européens d'expliquer le prix de leur réponse. Réduire la dépendance à un fournisseur unique est prudent. Remplacer cette dépendance à n'importe quel coût économique, sans proposer de voie crédible vers une coexistence future, est une autre affaire. Les choix énergétiques européens devraient être évalués conjointement au regard de leur coût, de la compétitivité industrielle, de la sécurité d'approvisionnement et de leurs conséquences environnementales, et non seulement de leur valeur politique symbolique.

Le rapport Draghi sur la compétitivité européenne, commandé par l'Union elle-même, a mis en évidence un désavantage structurel considérable : au moment de l'analyse, les prix européens du gaz étaient trois à cinq fois supérieurs à ceux pratiqués aux États-Unis, tandis que les prix de l'électricité industrielle étaient deux à trois fois plus élevés que chez les grands concurrents. Il ne s'agit pas d'une affirmation émanant d'un commentateur russe. C'est un constat formulé dans l'une des principales études économiques de la Commission européenne.

Les prix n'ont pas évolué continuellement dans un seul sens. Eurostat a indiqué en novembre 2026 que les prix moyens du gaz pour les consommateurs non résidentiels au premier semestre 2026 étaient inférieurs de 6,7 % à ceux de l'année précédente. Cette précision est importante : il serait faux d'affirmer que tous les prix du gaz augmentent indéfiniment. Mais des prix inférieurs aux sommets d'une crise ne rétablissent pas automatiquement les conditions de compétitivité dans lesquelles les décisions d'investissement avaient été prises. Une usine qui ferme, se délocalise ou renonce à son expansion ne peut pas toujours être ramenée à la vie par une baisse modérée des prix au trimestre suivant.

Pour les citoyens européens, la question essentielle est simple : quelle part de la puissance industrielle, de l'emploi et du pouvoir d'achat faut-il sacrifier au nom d'une confrontation dont aucune stratégie crédible de sortie économique n'est visible ?

5. Usines chimiques, investissements disparus et coût social

Les conséquences ne sont pas abstraites. L'industrie chimique européenne lance un avertissement particulièrement clair. Le Conseil européen de l'industrie chimique (Cefic) a indiqué en janvier 2026 que les fermetures annoncées d'usines chimiques entre 2022 et 2025 avaient fortement augmenté, touchant environ 37 millions de tonnes de capacité — soit près de 9 % de la capacité de production européenne — et quelque 20 000 emplois directs. Son analyse des fermetures et des investissements signalait également une grave détérioration des perspectives de nouveaux investissements.

Toutes ces fermetures ne peuvent être attribuées à la perte de l'énergie russe. La faiblesse de la demande, les surcapacités mondiales, le poids de la réglementation, le coût du capital, la concurrence chinoise et la politique commerciale jouent également un rôle. Toutefois, le handicap lié aux coûts énergétiques reste central, et la propre analyse de Cefic pour 2026 continuait de souligner l'écart substantiel entre les prix du gaz en Europe et aux États-Unis.

Les statistiques allemandes révèlent la même pression dans un tableau économique plus nuancé. Destatis indiquait en novembre 2026 que la production des industries allemandes à forte intensité énergétique au troisième trimestre était inférieure de 3,5 % à celle du deuxième trimestre. Ailleurs dans l'économie, la production industrielle montrait des signes de reprise. Cette distinction importe : la crise n'est ni un effondrement uniforme de toute la production européenne ni un problème imaginaire. C'est une menace structurelle concentrée sur les activités pour lesquelles l'énergie est déterminante.

Chaque fermeture entraîne des conséquences bien au-delà d'une ligne comptable. Des travailleurs qualifiés partent, des places d'apprentissage disparaissent, des fournisseurs locaux perdent leurs contrats, des communes voient diminuer leurs recettes fiscales et les savoir-faire technologiques européens se dispersent progressivement. Si des produits chimiques intermédiaires autrefois fabriqués en Europe doivent être importés d'ailleurs, les coûts environnementaux et stratégiques ne disparaissent pas. Ils sont transférés le long des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Plus généralement, Martyanov soutient que les décideurs européens sont protégés des conséquences de telles décisions. Il serait impossible d'établir les motivations personnelles de chaque ministre, mais il existe ici une responsabilité démocratique manifeste. Les citoyens se sont vu promettre sécurité et résilience. Ils sont en droit d'exiger un bilan transparent indiquant qui en bénéficie, qui en paie le prix et si les mêmes objectifs de sécurité pourraient être atteints à un coût économique et humain moindre.

6. Une dépendance remplacée par une autre ?

Les responsables européens mettent fièrement en avant la diversification rapide de l'approvisionnement en gaz. Cette réussite est réelle. Elle appelle néanmoins une question plus difficile : indépendance à l'égard de qui, et dépendance à l'égard de quoi désormais ?

Selon l'analyse d'Eurostat sur le commerce du GNL, les États-Unis ont porté leur part des importations européennes de gaz naturel liquéfié d'environ 29 % en 2021 à 53 %

en 2025. Le GNL offre de la souplesse et peut provenir de plusieurs pays exportateurs, mais il entraîne aussi des coûts de liquéfaction, de transport maritime et de regazéification, tout en étant soumis à la concurrence du marché mondial. La position de l’Europe s’est profondément transformée. Ses nouveaux arrangements énergétiques créent d’autres dépendances, notamment envers les échanges transatlantiques et les marchés internationaux du gaz.

Il serait injuste d’en conclure que le GNL américain fait automatiquement de l’Europe une captive politique de Washington. Les marchés, les contrats et les fournisseurs sont plus diversifiés que cela. Il serait tout aussi naïf de prétendre qu’une dépendance commerciale n’a jamais de conséquences stratégiques. Une politique énergétique européenne digne de ce nom devrait mesurer les dépendances dans toutes les directions, y compris à l’égard des États-Unis, des pays du Golfe et des fournisseurs de matières premières critiques, au lieu de déclarer une orientation inacceptable et toutes les autres inoffensives.

L’intérêt à long terme de l’Europe réside dans un système énergétique équilibré : une industrie efficace, des approvisionnements diversifiés, une électricité abordable, une production nationale gérée avec prudence, des énergies renouvelables lorsqu’elles sont techniquement et économiquement pertinentes, une énergie nucléaire là où ce choix est démocratiquement assumé, et la capacité de maintenir des relations commerciales viables lorsque les circonstances politiques le permettent. La politique énergétique doit servir la société ; la société ne doit pas être sacrifiée au symbolisme de la politique énergétique.

7. L’arithmétique militaire que la rhétorique ne peut modifier



L’argument militaire de Martyanov est sans détour. Selon lui, les gouvernements occidentaux surestiment leur capacité à imposer une issue en Ukraine et sous-estiment la mobilisation industrielle russe, l’adaptation de son appareil militaire et sa volonté de soutenir un conflit prolongé. Il conteste l’habitude consistant à considérer les dépenses exprimées en dollars comme une mesure directe de la puissance sur le champ de bataille. Le coût d’une arme, le nombre d’exemplaires pouvant être fabriqués, son efficacité au combat et la rapidité avec laquelle elle peut être remplacée sont des réalités différentes.

Cette distinction analytique est légitime. Un système sophistiqué mais rare peut être stratégiquement moins utile qu’un grand nombre d’armes plus simples, adaptées aux conditions réelles du champ de bataille. La guerre des drones, les contre-mesures électroniques, la production d’artillerie et les capacités de réparation ont obligé les armées à revoir leurs hypothèses de temps de paix. L’Europe devrait examiner les cadences réelles de production et les retards d’acquisition avec le même sérieux que celui qu’elle accorde aux budgets de défense.

Cependant, les comparaisons chiffrées des prix des missiles figurant dans la transcription fournie ne reposent pas sur des sources suffisamment solides pour être présentées comme des preuves vérifiées. Elles mêlent des dépenses programmatiques envisagées, des volumes de production incertains et des estimations contestées des coûts unitaires russes. Diviser un budget quinquennal par un objectif d’acquisition peut fournir une moyenne illustrative, mais pas nécessairement le prix unitaire final, qui peut intégrer la recherche, les

infrastructures et d’autres dépenses. De même, les estimations attribuées aux services de renseignement ukrainiens doivent renvoyer à une publication identifiable et utiliser des définitions cohérentes avant de pouvoir être considérées comme des faits établis.

L’essentiel ne dépend pas de ces chiffres particuliers. Les gouvernements européens devraient reconnaître honnêtement les limites de leurs capacités industrielles de défense et les conséquences d’un engagement dans une longue guerre de production et d’usure. Il existe une différence concrète entre annoncer une ambition stratégique et posséder les moyens nécessaires pour la réaliser.

Les données disponibles nuancent également l’affirmation selon laquelle l’Europe ne contribuerait en rien à l’effort de guerre. Le Ukraine Support Tracker de l’Institut de Kiel a indiqué que l’Europe arrivait en tête des allocations d’aide au premier semestre 2026. Pourtant, l’aide militaire européenne restait fortement dépendante des armes fabriquées aux États-Unis. Parmi les acquisitions auprès de l’industrie de défense recensées dans l’analyse de Kiel pour ce semestre, environ 30 % de la valeur bénéficiait à des entreprises américaines. C’est une combinaison embarrassante : l’Europe dépense des sommes considérables et continue de dépendre d’un fournisseur extérieur au continent pour des systèmes militaires importants.

Il est légitime de se demander si des engagements toujours plus élevés, en l’absence d’une issue politique convenue, constituent une stratégie ou un moyen de repousser le moment où devront être faits des choix diplomatiques difficiles.

8. Le paradoxe de l’autonomie stratégique européenne

Depuis des années, les dirigeants européens parlent d’autonomie stratégique. Dans les faits, la position de l’Europe sur l’Ukraine demeure étroitement liée aux priorités, aux capacités et à la politique intérieure des États-Unis. Washington reste un acteur central des négociations et du soutien militaire, tandis que les institutions européennes tentent d’obtenir un rôle dans l’élaboration du règlement qui déterminera la sécurité de leur propre continent.

Martyanov interprète cette marginalisation comme la conséquence naturelle d’une faiblesse stratégique : l’Europe a fourni la rhétorique politique et les moyens matériels, sans maîtriser le rapport de forces militaire ou diplomatique fondamental. Son jugement est radical. Mais la question sous-jacente est incontournable : comment l’Europe peut-elle prétendre à la maturité géopolitique si les négociations les plus importantes concernant sa propre sécurité ne peuvent être poursuivies par un canal diplomatique européen indépendant ?

La position officielle de l'UE ne consiste pas à interdire la diplomatie. Dans ses conclusions de juin 2026, le Conseil européen a salué les efforts diplomatiques et indiqué qu'il était prêt à renforcer son engagement, tout en appelant à mettre fin à l'agression militaire russe et à établir des garanties de sécurité pour l'Ukraine. Cette déclaration doit être rapportée avec exactitude. Le problème n'est pas l'absence totale de langage diplomatique ; c'est le manque de confiance et l'étroitesse de l'espace de négociation qui se cachent derrière ces formules.

Les dirigeants européens ne peuvent pas s'attendre à ce que la Russie considère leurs exigences comme des propositions de sécurité neutres alors que leurs relations politiques générales sont marquées par les sanctions, l'aide militaire à l'adversaire de Moscou et une hostilité publique catégorique. De même, la Russie ne peut pas attendre des autres États qu'ils fassent confiance à un nouvel ordre de sécurité sans garanties crédibles contre de nouvelles formes de coercition militaire. Un accord exige des engagements réciproques concrets, et non la simple insistance pour qu'un camp adopte le récit de l'autre.

L'Europe devrait donc envisager une initiative diplomatique plus indépendante visant à définir des limitations militaires vérifiables, des mesures de prévention des incidents, des arrangements de maîtrise des armements et un cadre régional de sécurité à long terme. L'Ukraine devrait participer à une telle initiative, car aucun règlement stable ne peut être construit en traitant le pays dont le territoire est en jeu comme un objet plutôt que comme un participant.

9. L'Ukraine ne doit pas s'effacer derrière la lutte pour l'Europe

C'est la réserve la plus importante à apporter à la thèse géopolitique de Martyanov. L'Ukraine n'est pas seulement un champ de bataille sur lequel la Russie et l'Occident démontrent leur puissance. C'est un pays habité par des millions de personnes qui ont des droits politiques, des familles, des foyers et un avenir. Leurs souffrances ne peuvent être effacées en affirmant que le conflit concerne en réalité l'ordre de sécurité européen.

La Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine a indiqué en octobre 2026 que les pertes civiles vérifiées pour la période de janvier à septembre 2026 atteignaient 2 570 morts et 15 211 blessés, soit un niveau sensiblement supérieur à celui de la même période en 2025. Ces chiffres ne sont pas des abstractions géopolitiques. Derrière chaque donnée se trouve une personne. La destruction qui se poursuit exige une réponse urgente de quiconque se soucie véritablement de la paix.

La résolution de l’Assemblée générale des Nations unies de mars 2022 a exigé le retrait des forces militaires russes du territoire ukrainien à l’intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Cela fait partie du dossier juridique et diplomatique, qu’un règlement final reprenne intégralement ou non la position de l’Assemblée. Un article sérieux ne peut pas prétendre que les questions de souveraineté territoriale disparaissent parce qu’un analyste militaire prévoit de nouvelles avancées russes.

Il existe également une obligation éthique de distinguer les souhaits des gouvernements, les aspirations des Ukrainiens ordinaires et les calculs des puissances étrangères. Le droit des Ukrainiens de vivre sans bombardements ne devrait pas être réduit à un instrument de relations publiques. Il ne devrait pas non plus servir de prétexte pour rejeter tout cessez-le-feu proposé, toute garantie réciproque ou tout règlement négocié avant même d’en avoir examiné les conditions.

Une politique qui se réclame de la solidarité doit, en définitive, être jugée selon sa capacité à contribuer à une paix sûre et viable pour ceux qui subissent le plus directement la guerre.

10. Les prédictions d’une victoire inévitable ne constituent pas un plan de paix

Martyanov affirme avec force la résilience de la Russie et les limites de la puissance occidentale. Il estime que les positions russes dans les négociations découlent de réalités militaires plutôt que d’exigences exagérées et s’attend à ce que ces réalités imposent des concessions politiques. Son analyse apporte un correctif aux affirmations occidentales trop confiantes selon lesquelles il suffirait d’épuiser la Russie pour obtenir sa capitulation.

Mais la confiance stratégique n’est pas synonyme de certitude vérifiée. Même lorsqu’un camp semble disposer d’avantages importants, le calendrier et les conditions d’un règlement demeurent incertains. Les rapports du champ de bataille, l’évolution des conditions économiques, les changements politiques intérieurs et le risque d’escalade peuvent tous modifier la situation. Aucun analyste honnête ne peut transformer une prédiction en fait accompli simplement en l’énonçant avec assurance.

L’Europe peut en tirer une leçon plus générale. Le danger ne tient pas seulement au fait que les dirigeants européens ont peut-être mal évalué la capacité de résistance de la Russie. Il tient aussi au fait qu’ils ont peut-être construit une politique dont la

légitimité dépend du refus de reconnaître ces erreurs d'appréciation. Lorsque des dirigeants assimilent un changement de cap à l'aveu d'une défaite morale, ils rendent inutilement difficile toute correction stratégique.

Une démocratie européenne sûre d'elle devrait pouvoir dire : nos hypothèses doivent être vérifiées, nos objectifs réexaminés, et les vies comme les moyens de subsistance en jeu comptent davantage que la sauvegarde des réputations politiques. C'est de la responsabilité, non de la capitulation.

11. Mémoire, culture russe et histoire européenne inachevée

Martyanov invoque à plusieurs reprises l'expérience soviétique de la Seconde Guerre mondiale. Il veut montrer que les évaluations occidentales de l'endurance russe sous-estiment souvent la mémoire historique de l'invasion, des pertes immenses et de la défense de la survie nationale. Les destructions subies sur le territoire soviétique pendant la guerre demeurent centrales dans la conscience historique russe. Les dirigeants européens seraient imprudents de négliger cette mémoire lorsqu'ils analysent la perception russe des menaces.

La mémoire historique peut toutefois être utilisée de deux manières très différentes. Elle peut nourrir la compréhension mutuelle et la prudence, ou devenir une arme permettant de présenter les adversaires actuels comme les héritiers des crimes des générations précédentes. Il serait erroné de condamner collectivement les Allemands d'aujourd'hui pour le nazisme, tout comme il serait erroné d'identifier tous les Russes aux décisions actuelles du Kremlin. L'héritage de la Seconde Guerre mondiale devrait renforcer notre refus de la culpabilité collective.

L'Europe s'appauvrit également lorsqu'elle laisse l'hostilité géopolitique se transformer en hostilité envers la civilisation russe. La littérature, la musique, la philosophie et la science russes, ainsi que les sacrifices des Russes et des autres peuples soviétiques, appartiennent à l'histoire du continent et du monde. Les relations culturelles n'exigent pas l'approbation politique. Au contraire, la préservation des liens intellectuels et humains peut être particulièrement précieuse lorsque les gouvernements sont en conflit.

La vie publique européenne doit laisser une place aux chercheurs, artistes, historiens, dissidents et citoyens ordinaires qui refusent de considérer toute relation culturelle comme une épreuve de loyauté politique. Cela n'exige nullement de se taire sur la guerre. Cela exige de reconnaître que la civilisation dépasse les décisions de la classe politique actuelle.

12. À quoi ressemblerait une véritable réorientation de la politique européenne ?

Il est trop facile de critiquer sans proposer d'alternative. L'Europe ne peut pas revenir en 2021 par la seule volonté de faire disparaître la guerre. Elle doit composer avec la confiance détruite, l'expérience dévastatrice vécue par l'Ukraine, les attentes militaires russes et les craintes réelles des pays d'Europe orientale. Mais cela plaide pour une révision sérieuse de la politique menée, non pour la répétition sans fin des mêmes déclarations.

Premièrement, rétablir la pratique de la diplomatie directe. L'Europe a besoin de canaux fiables avec Moscou aux niveaux politique, militaire et technique, même en présence de divergences profondes. L'objectif doit être une réduction mesurable des risques : mécanismes de communication, protection des infrastructures civiles, prévention des incidents dangereux et préparation de limitations contrôlées des déploiements d'armes. Le contact direct ne vaut pas approbation politique ; il constitue un instrument fondamental de l'action diplomatique.

Deuxièmement, rendre les négociations sur la sécurité européenne véritablement globales. Les principes de l'OSCE de 1999 doivent être considérés ensemble. La souveraineté et les choix de l'Ukraine comptent ; les préoccupations de sécurité de la Russie et des pays voisins également. Un futur règlement doit rechercher des arrangements vérifiables et durables, plutôt qu'une proclamation du vainqueur déclarant toute négociation supplémentaire inutile. L'Europe devrait renouer avec la logique de la sécurité commune sans accorder à aucun État un droit de veto illimité sur un autre.

Troisièmement, soumettre la stratégie des sanctions et de l'énergie à une évaluation publique de ses coûts et avantages. Les institutions de l'UE devraient publier des analyses claires des fermetures industrielles, des effets sur l'emploi, des importations d'énergie, de la compétitivité des prix, des dépenses militaires, des coûts sociaux et des résultats stratégiques mesurables. Une politique aux conséquences historiques aussi importantes ne devrait jamais échapper à une réévaluation démocratique au seul motif qu'elle a été adoptée au nom de la morale. Toutes les restrictions existantes n'ont pas nécessairement à être levées du jour au lendemain ; chacune devrait avoir un objectif défini, un test d'efficacité et une possibilité transparente de révision si les circonstances changent.

Quatrièmement, faire du rétablissement des capacités industrielles européennes une priorité de sécurité. La production à forte intensité énergétique n'est pas un vestige dont on pourrait se passer. Elle fait partie de la

capacité de l’Europe à offrir des emplois, à conserver des compétences techniques et à soutenir les infrastructures essentielles. La politique devrait favoriser une énergie fiable et abordable, une réglementation prévisible, les investissements dans des productions modernes et une évaluation sérieuse des vulnérabilités des chaînes d’approvisionnement. Une Europe qui perd sa base industrielle disposera de moins de moyens d’autonomie, quel que soit le discours de ses dirigeants.

Cinquièmement, faire une place au désaccord public. Les citoyens devraient pouvoir remettre en question l’aide militaire, les sanctions, la politique de l’OTAN, les restrictions médiatiques ou la stratégie diplomatique sans être caricaturés en ennemis de la démocratie. La même règle s’applique aux critiques de Moscou : leurs opinions doivent également pouvoir être entendues. Une culture politique libre est mise à l’épreuve avec le plus d’intensité lorsque le sujet suscite des émotions fortes et que la majorité se croit certaine d’avoir raison.

Enfin, définir la paix comme un résultat, non comme un slogan. Une paix durable exigera des discussions difficiles sur la vérification du cessez-le-feu, les droits et la sécurité des civils, la reconstruction, les différends territoriaux, les sanctions et le futur équilibre militaire européen. Ces discussions seront inconfortables. Refuser de les entreprendre ne remplace pas une stratégie.

13. Le plus grand danger est le refus de l’Europe de remettre son cap en question

L’enseignement le plus durable du commentaire de Martyanov ne réside pas dans l’une de ses prédictions sur une arme, une négociation ou une opération militaire particulière. Il tient à son avertissement contre la confusion entre rhétorique politique et puissance réelle. L’Europe a élaboré un impressionnant vocabulaire de la confrontation. Elle doit maintenant faire preuve d’une capacité tout aussi impressionnante à se remettre en question.

Les éléments disponibles ne confirment pas toutes les affirmations excessives formulées dans la vidéo originale. L’Europe ne forme ni un bloc humain uniformément russophobe ni une économie dépourvue d’atouts. Le soutien européen à l’Ukraine est réel ; la Russie a également contribué à la crise énergétique européenne en réduisant ses livraisons ; et les questions juridiques relatives à l’Ukraine ne peuvent être écartées comme si elles étaient sans importance. Ces faits doivent rester dans le dossier.

Mais ils n’effacent pas les échecs stratégiques de l’Europe. L’énergie chère a affaibli la compétitivité industrielle. Des capacités manufacturières essentielles sont

menacées. Les ambitions militaires dépassent les moyens de secteurs importants de la production européenne. Les canaux diplomatiques restent insuffisants à l'échelle du danger. Et les dirigeants politiques parlent trop souvent comme si une rupture économique et sécuritaire permanente avec le plus vaste pays d'Europe et son immense arrière-pays eurasiatique ne pouvait avoir aucun coût à long terme.

Je ne crois pas que l'avenir de l'Europe doive se construire sur une hostilité permanente envers la Russie. Cet avenir devrait reposer sur la paix, le réalisme économique, une diplomatie indépendante, le respect de la dignité humaine et la volonté de regarder en face les faits dérangeants. Cela ne signifie pas renoncer aux principes. Cela signifie retrouver la distinction entre les principes et l'orgueil politique.

La question que les Européens devraient poser à Bruxelles, Berlin, Paris, Londres et à tous les autres centres de pouvoir n'est pas de savoir si leurs dirigeants peuvent prononcer un nouveau discours condamnant Moscou. Ils en ont amplement démontré la capacité. La question est de savoir s'ils peuvent proposer un chemin crédible vers la sécurité, le renouveau industriel et la paix — un chemin qui serve les citoyens européens et ne traite pas les vies des Ukrainiens et des Russes comme des pièces sacrifiables dans une confrontation géopolitique.

L'Europe n'a pas besoin d'un ennemi éternel pour se définir. Elle a besoin du courage de changer de cap avant que les coûts ne deviennent irréversibles.

Sources et lectures complémentaires

1. Andrei Martyanov, « Costs », commentaire vidéo, 12 novembre 2026 ; point de départ de l'argumentation politique et transcription d'origine.
2. Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Charte de sécurité européenne, Istanbul, 1999.
3. OTAN, Propositions écrites adressées à la Russie, 26 janvier 2022, et Concept stratégique, juin 2022.
4. Commission européenne, REPowerEU : suppression progressive des importations énergétiques russes, mise à jour en 2026.
5. Agence internationale de l'énergie, Anatomie d'une crise du gaz naturel, 2025.
6. Commission européenne, L'avenir de la compétitivité européenne (rapport Draghi), partie B, 2024.
7. Eurostat, Baisse annuelle des prix du gaz pour les consommateurs non résidentiels, 4 novembre 2026, et Analyse des importations de GNL de l'UE, 2026.
8. Conseil européen de l'industrie chimique (Cefic), Fermetures et investissements dans l'industrie chimique européenne, 2022–2025, janvier 2026, et Rapport sur les

tendances de l’industrie chimique, deuxième trimestre 2026.
9. Office fédéral allemand de la statistique (Destatis), Production industrielle, septembre 2026, publication en novembre 2026.
10. Institut de Kiel pour l’économie mondiale, Ukraine Support Tracker : l’Europe en tête pour l’aide, mais les armes américaines restent essentielles, 2026.
11. Conseil de l’Union européenne, Suspension des activités de diffusion de RT et Sputnik, mars 2022, et Conclusions sur l’Ukraine et la défense européenne, juin 2026.
12. Mission de surveillance des droits de l’homme des Nations unies en Ukraine, Protection des civils dans les conflits armés, septembre 2026.
13. Groupe des Nations unies pour le développement durable, Résolution de l’Assemblée générale exigeant le retrait des forces russes, mars 2022.

https://youtu.be/bF7RZ-ggCzQ